Cahiers de Psychologie Politique

N° 37 | 2020
Les politiques de santé Juillet 2020

Formation d’opinion par les médias, bien ou mal pour les politiques de santé

Stefania BEJAN

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-37/996-formation-d-opinion-par-les-medias-bien-ou-mal-pour-les-politiques-de-sante
DOI : numerev_1239
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 01/07/2020

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : BEJAN, S. (2020) Formation d’opinion par les médias, bien ou mal pour les politiques de santé. *Cahiers de Psychologie Politique*, (37). https://doi.org/10.34745/numerev_1239

DOSSIER : LES POLITIQUES DE SANTE

Utiliser des canaux médiatiques pour communiquer des stratégies, des changements, des résultats, des échecs, des erreurs, etc. peut avoir des effets positifs ou négatifs pour les consommateurs de messages, générer des tendances d'opinion favorables ou défavorables, mais, certes, il ne reste pas inaperçu (comme moyen d'envoyer, comme efficacité du message, en termes de l'implication du public-récepteur).

Le caractère persuasif de la communication des sujets de la politique de santé est la logique des médias, à partir des exigences de la création des contenus et de poursuivre avec des éléments « externes » (le contexte politique, le niveau économique, l'orientation des médias, le professionnalisme des journalistes, la qualité et les enjeux des interlocuteurs présents dans différents formats de la presse écrite ou audiovisuelle, notamment, l'intérêt du public pour les questions médicales).

Mots-clés :

DOSSIER: LES POLITIQUES DE SANTE

Formation d'opinion par les médias, bien ou mal pour les politiques de santé

È□tefania Bejan est docteur en philosophie et elle enseigne à l'université Alexandru Ioan Cuza de IaÈ□i en Roumanie à la faculté de philosophie et sciences politiques. Elle est spécialiste des mass média.

Opinion : c'est un attribut évoquant l'indéfini, le vague, le peu compréhensible (d'une part), mais c'est aussi « le terme qui définit un groupe diffus, non stable et changeant de jugements individuels » (d'autre part) évoquant l'opinion publique telle qu'elle apparaît dans le discours des sociologues, des psychologues, des spécialistes des sciences de la communication – comme **résultante** des opinions individuelles[1], comme une hypostase de la solidarité sociale, « orientation active » (plus que l' adhésion) retrouvée comme base pour les courants d'opinion[2] et garante (comme élément de conformisme[3]) des conduites sociales réglementées normativement et

acceptées publiquement comme désirables[4]. Dans les siècles passés, les philosophes et les lettrés l'ont considérée comme « la reine du monde » (B. Pascal), un des pouvoirs consacrés par l'autorité détenue (J. Locke), la justification unique du pouvoir (W. Temple), la déclaration d'opinion au-delà des « frontières » du Parlement anglais, la « volonté générale » comme obstacle du pouvoir d'état[5].

Miroir de l'évaluation subjective d'un problème et d'un intérêt majeur, l'opinion publique est en étroite relation avec l'actualité[6] mais aussi à la proximité de la controverse[7]. La situation des acteurs sociaux devant les choix qui dépendent de l'harmonie entre les propres préférences valeureuses et les valeurs promues par l'opinion publique à un moment donné introduisent dans l' « équation » la dépendance de l'individu (qui a une opinion) sur son groupe de référence, parce qu'on a constaté – au moment de la décision - l'attachement humain des valeurs et des règles des pairs du groupe avec « image » de référence. Les significations données par le groupe d'égaux, marquent le conformisme de l'individu à l'opinion des autres ou, au contraire, la manifestation de son opposition à la volonté générale. G. Tarde affirmait, à cet égard, que « *réaliser l'adhésion à un grand nombre de gens dans cette opinion nous encourage à juger de la même manière* »[8]. La contagion mentale (dans l'esprit de G. Le Bon) explique le rôle de l'opinion publique dans la constitution des attitudes uniques et collectives[9].

De l'acception de l'opinion « commune » (figure d'autorité exercée par le « jugement collectif »), en passant par l'étape de l'opinion « unanime », pour atteindre ce qu'on appelait « l'esprit public » (en faveur de la formation de la conscience sociale), l'opinion publique permet de préserver la stabilité du fait de la liberté des citoyens et il a été constaté qu'elle est exactement la même que celle du « croisement » de deux principes : de l'égalité et de l'assentiment de la majorité[10]. Il convient de noter que la « définition » de l'assentiment ne concernait pas (il y a trois siècles) la participation en termes de nombre, mais « l'accueil critique par le public, des messages générés par l'autorité institutionnalisée », des messages qui sont communiqués par la presse et les leaders d'opinion (dans le langage de la psychologie, il s'agit de révéler et de mettre au travail la personnalité de la personne intéressée par la « vie de la ville », jusqu'à la dimension de l'action).

Même si nous considérons l'opinion exclusivement comme une « *association*

éphémère (…) de jugements, qui, en réponse à certaines des questions soulevées à un certain moment, se reproduisent plusieurs fois chez des personnes du même pays, en même temps dans la même société »[11], ce qui importe avant tout c'est la conscience (à la même chose) du jugement de l'individu avec le jugement de l'Autre. Gustave Le Bon expliquait l'« apparente uniforme des caractères » fournie par l' « uniformité des environnements » par la métaphore du corps résulté de différentes cellules dans un « nouvel être, avec des caractéristiques très différentes de chaque cellule individuelle », grâce à la non-addition, mais à la combinaison et à la création de nouveaux traits. Cela conduit à « l'orientation de tous les sentiments et les pensées de la Communauté dans le même sens », en vertu de la *loi psychologique de l'unité mentale*[12]. D'ici c'est le « sentiment d'un pouvoir invincible », à l'abri de l'appartenance au grand groupe et comme résultat de la suggestibilité et de la contagion[13].

Dans l'expression de G. Tarde, la similitude cause « *la manifestation par la parole ou par la presse d'une idée individuelle au début, et puis généralisée peu à peu* »[14]. L'auteur de l'ouvrage *L'Opinion et la foule* attribue au mot la transformation de l'opinion individuelle en « opinion sociale », sous forme de « *la parole publique à l'Antiquité et au Moyen Âge, à la presse de nos jours, mais dans tous les temps et avant toutes les conversations privées* »[15] . La conversation et la presse – comme principaux facteurs de la construction de l'opinion – arrivent à surclasser la tradition et la raison, considère Tarde[16]. Aussi grande soit l'influence du journaliste, elle ne donne une bonne récolte que si elle est accompagnée et soutenue par l'influence mutuelle des membres du groupe, « *en raison de la conscience de l'identité simultanée de leurs idées et tendances, de leurs convictions ou de leurs passions, intensifiées quotidiennement par les soufflets du même forgeron* »[17]. En plaçant les journalistes encore plus haut que les gens importants de l'État, Tarde leur donne le pouvoir de créer l'opinion, donnant aux personnes d'exception la chance de la notoriété, et aux opinions originales l'opportunité de la dissémination. La lecture constante du contenu de la même publication fait la relation solide entre les lecteurs, générée par « *une communauté des idées suggérées et la conscience de cette communion, mais pas par la suggestion qui se manifeste néanmoins* »[18]. La condition nécessaire pour une telle influence des médias (leaders d'opinion, *experts du social*[19]) consiste dans la connaissance de la psychologie du public, cette « réalité mentale » (la « foule psychologique »), souvent pleine de soi, vaniteuse, intolérante, avec le complexe de supériorité, jusqu'à ce que la vérité soit soumise (quand il contrecarre de divers segments du public), par l'appel à l'opinion[20] et de la position de représentant de l'opinion souveraine[21].

Parent de la notion de public (mais aussi de la distinction entre la conversation et le dialogue), Tarde accuse la presse de paternité du pouvoir du numéro, de la diminution de la force de caractère, « sinon de l'intelligence », sur un chemin à partir de l'expression d'une opinion (locale) et enfin atteindre la suprématie (presque à votre goût), en façonnant l'opinion et « *en dictant la plupart des sujets quotidiens des discours et des conversations* »[22]. Sur les traces de Diderot, on admettra volontiers que l'opinion est l'effet d'un « petit nombre de gens qui parlent après avoir réfléchi », en affirmant que « les gens parlent de ce que leurs prêtres ou leurs enseignants, leurs parents ou leurs maîtres, les orateurs ou les journalistes leur ont enseigné. Par conséquent, les dialogues entre égaux sont alimentés par les monologues parlés par les supérieurs » (Tarde). La variété et le nombre de sujets dignes à discuter proviennent du progrès de la science, la multiplication des informations et le rythme rapide de leur émergence, et le sociologue mentionné a ajouté le raffinement des interlocuteurs en raison de la « démocratisation des mœurs »[23].

En assimilant l'opinion - en vue de son expression publique - d'un processus de connaissance en traversant les étapes connues dans l'avancement vers la vérité, Gh. Teodorescu propose la succession suivante : a) recevoir les valeurs de la collectivité, b) assumer la responsabilité (selon les exigences de son propre statut-rôle), c) valoriser les exigences en vertu des attentes sociales de l'individu impliqué, d) établir l'ordre des priorités pour la représentation publique des convictions de l'acteur social, e) préciser le contexte culturel de la personnalité[24]. Le même auteur contredit la création (en fait) des courants d'opinion et de consensus, en optant pour leur caractère désirable, puisque les différences d'attitude, mais aussi l'identité attitudinale dans le « concert » des opinions dépendent *du type de personnalité* des acteurs, mais aussi d*u contexte social* de l'expression des opinions, en tandem avec « la fragmentation notable des conduites (…), la parution des sous-cultures et des groupes d'intérêts » dans une civilisation avancée[25].

Dans un autre registre discursif, È□t. BuzÄ□rnescu trouve l'opinion publique basée sur le courant d'opinion (que J. Stoetzel définit comme « attitude dominante parmi les membres d'un groupe ») annoncé par un leader d'opinion dans la position du chef du flux des informations, en affirmant publiquement une opinion avec un potentiel dominant et s'en érigeant dans le porte-parole du groupe source[26]. Selon ce sociologue, la formation de l'opinion publique nécessite quatre étapes: 1) la génération de l'opinion (la formation d'une idée sur un problème controversé) ; 2) le

développement (l'obtention du coefficient de persuasion nécessaire par le « choc » de l'idée avec les attentes); 3) la diffusion de l'opinion énoncée; 4) l'acceptation et l'adhésion (la cristallisation du courant d'opinion)[27].

Les courants d'opinion trouvent leur origine dans **les petits groupes**, véritablement « laboratoire » de « dissection » du phénomène de la participation des messages véhiculés par la presse afin de cristalliser « l'opinion publique, l'opinion dominante, les courants d'opinion[28] ». À un niveau supérieur, les facteurs microsociaux (de type petit groupe) sont les aspects macrosociaux participants à la formation des courants d'opinion : les modalités d'intégration, le niveau de développement de la société, la nature du système social et le contenu des messages avec le caractère politico-idéologique. Les facteurs intermédiaires peuvent être : les formes de sociabilité, le prestige de l'individu, la qualité de sa relation avec les catégories de publics « soumis » de manière autoritaire par des opinions constamment promues par les médias[29].

En énumérant les « forces extérieures » prêtes à influencer l'opinion publique (des parents à la presse, des films aux conférences, de l'église à la radio ...), E. Bernays caractérise les médias comme « un leader dans l'élaboration de la pensée publique »[30], qui, cependant, ne fait qu' «accepter, refléter et amplifier l'opinion publique consacrée» (comme E.D. Martin le dit), en gardant ainsi les masses sous l'influence de certaines idées. C'est donc la presse moteur du changement de l'opinion ou, plutôt, la pression d'un public éduqué, de qualité, l'opinion se révèle le maître de la presse[31] ?!

En admettant que nous vivons à la fois l'ère de la désinformation (H.-P. Cathala), mais aussi de l'information, et que l'information de l'opinion publique sur les actions de la désinformation s'impose. En fait, la responsabilité est transférée sur les principaux acteurs sociaux : l'individu (possesseur de conscience), les médias (sous toutes leurs formes, jusqu'aux *Nouveaux Médias*), les institutions politico-administratives assimilées aux régimes démocratiques, tous, dans un ordre qu'on établit chacun de nous... Dans son plaidoyer pour une « cure de désintoxication », Pierre Lacoste invoque la défense des libertés individuelles (une priorité est « la liberté de juger pleinement des faits et des personnes »), mais aussi l'utilisation par l'adversaire du tandem l'ignorance - la peur »[32].

Considérée comme « l'art du détour », la désinformation est délibérée et peut avoir comme causes la nécessité et la préméditation ; elle peut offrir un avantage personnel, immédiatement, mais elle s'avère profondément antisociale si elle est constante et systématique, des situations dans lesquelles l'interrelation est annulée[33]. En discutant des attributs des messages prêts à inter-analyser, Cathala identifie la « recette » de la motivation - instructions d'application, doublée par la préoccupation de comprendre[34]. D'ici le dilemme : les modifications de comportement changent-elles l'attitude mentale ou celle dernière provoque-t-elle des changements de comportement ? S'il est vrai que l'homme « affiche » la concordance entre attitudes et comportements, il est naturel de se demander si l'on peut agir **directement** sur le public ou le **détourner** (en manipulant son environnement), pour essayer de changer son comportement dans le sens souhaité par le proposant. L'auteur croit à la deuxième variante, celle de la **stratégie passive**, par laquelle les pressions extérieures limitent la liberté de choix de l'individu, mais tout dépend du caractère positif ou négatif du message : il est plus facile de faire abstenir quelqu'un que de convaincre quelqu'un d'agir[35].

Sur les traces de l'auteur de la *Psychologie des foules*, È□t. BuzÄ□rnescu énumère quatre facteurs de conviction : le prestige de la source, l'affirmation sans preuves, la répétition et l'influence mentale. Les résultats sont vérifiés : imposer le respect, créer l'impression d'une documentation savante, la certitude de l'affirmation convenable à l'initiateur, renforcer la conviction individuelle *ab initio*[36]. L'apparition comme valeurs sociales fondamentales de celles favorables à la source ou non intéressantes pour le destinataire conduit à une désinformation efficace (et stratégique)[37], en utilisant des messages accessibles, émis simultanément avec des messages complexes[38]. Ainsi, la déviation de l'attention du public du contenu du message par la décontextualisation, par un codage problématique, montre la dimension intentionnelle de la désinformation, dans le but de générer une diversité d'opinions et une pluralité d'attitudes[39]. La chaîne causale révèle, au niveau de l'attitude (dont la véritable signification se trouve dans les opinions- J.Stoetzel), la stabilité, une forte charge émotionnelle, la disponibilité à l'action, l'application des options de valeur, « projection praxiologique de l'univers de valeur selon le tempérament, le lieu, le temps[40] ». Contrairement aux attitudes, les opinions peuvent présenter des réactions momentanées, des oscillations entre l'affect et la raison, des croyances (et pas de certitudes) sur ce qui est considéré comme vrai, des jugements de valeur dans une « zone » circonscrite à la personnalité. Dans les deux « situations », il s'agit d'une certaine structure de personnalité, seulement que l'attitude

est revendiquée plus accentuée par les besoins d'intégration sociale (et si la position de l'individu est par association, et si c'est par dissociation)[41], tandis que les différences individuelles de perception, de mémoire, de pensée, d'affectivité, etc. dénote une attitude sociale (Stoetzel).

Le «terrain» social où se trouvent les éléments théoriques exposés dans la présente démarche se réfère au problème de la vaccination en Roumanie (le contexte est cependant considérablement étendu au niveau du continent, et même au monde extra-européen), sujet trouvé à «l'intersection» de certains domaines, intérêts, des enjeux d'ordre politique, économique, administratif, socioprofessionnel, mental et vise des institutions du type suivant: parlement, gouvernement, médias, société civile, producteurs de vaccins, leaders d'opinion, médecins, agences de PR …**Le point de départ est une situation alarmante: les maladies éradiquées reviennent en force, la population manifeste une réticence à la vaccination, explose le nombre d'enfants décédés par la non-vaccination, circulent des théories persuasives sur l'inutilité ou le caractère nocif des vaccins, la voix des chefs de gouvernement ne pénètre pas au niveau du Ministère de la Santé, les journalistes traite intensément le sujet de l'indifférence politique, de la lenteur médicale, de la non-transparence dans la promotion et la commercialisation des vaccins, du retard de la loi sur la vaccination en Roumanie ...**

L'une des bonnes nouvelles de 2020 est la vaccination gratuite contre le HPV, promise par le Ministère de la Santé pour le janvier de cette année (*digi24.ro, mediafax.ro*), pas avant d'une campagne d'information et de sensibilisation du public (*zf.ro*). Depuis novembre 2019, on parle (*ms.ro. news.ro*) de l'implication du fournisseur de vaccin, sur les 20 000 premières doses distribuées aux services de santé publique - d'où elles peuvent être sollicitées par les médecins de famille (*romaniatv.net*). Le ministère compétent invoquait l'accord-cadre conclu avec le fournisseur pour quatre ans et la possibilité de compléter jusqu'à 2 100 000 doses, « en fonction de la demande et du déroulement de la campagne de vaccination ». La population cible : filles entre 11 et 14 ans, qui ont sollicité la vaccination en 2017 et 2018. Au désir des jeunes se réfère également *ziare.ro* (le 31 décembre 2019), notant l'ambiguïté du message : les enfants peuvent-ils demander des vaccins aux institutions spécialisées ? Cependant, l'actuel ministre de la Santé, le médecin Victor Costache, vient avec une explication : « … lorsqu'on introduit de nouveaux vaccins dans le calendrier d'immunisation, il est de notre devoir de préparer la population et d'expliquer comment les choses doivent être faites ».

En remontant dans le temps, en 2008-2010, « l'État roumain a échoué dans sa seule campagne de vaccination contre le HPV et le cancer du col de l'utérus » (*Scena9.ro*, le 6 novembre 2018)[42], après quoi il a pris une pause suspecte dans la lutte contre un virus qui cause, en Roumanie, « le taux le plus élevé de maladies et de décès par cancer cervical (du col de l'utérus) sur le continent » (*Scena9.ro*, le 6 novembre 2018)[43]. En janvier 2009, le ministre de la Santé de ce temps-là (Ion Bazac) a déclaré : « Ce programme a été comme un cadeau offert dans l'obscurité par un inconnu. Maintenant, on doit allumer la lumière. ». La campagne du Ministère (2008-2010) a supposé l'acquisition de 330 000 doses de vaccin, mais aussi la confrontation avec les accusations : le test insuffisant du vaccin, la peur des effets indésirables, la suspicion que Bigpharma fait une expérience sur la population autochtone. La première année de vaccination contre le HPV a eu une réponse décevante : 2,5% des familles cibles ont accepté l'immunisation (un nombre de 103 000 filles vaccinées s'était estimé). Au cours des trois années suivantes, l'État roumain a recours à la destruction des doses expirantes[44], puis le Ministère a cessé d'acheter le vaccin contre le HPV. La campagne de vaccination avait rencontré des obstacles tels que: l'absence d'une campagne d'information sur la population; imposer le consentement écrit des parents; le message non unitaire des médecins dans les médias (par exemple, le médecin A. Streinu-Cercel considère la vaccination nécessaire, Geza Molnar - le président de la Société Roumaine d'Épidémiologie - ne vaccinerait pas son enfant de cet âge, le ministre I. Bazac - « Je n'aurais aucune réserve de vacciner ma propre fille »); les élections parlementaires inédites ... tout cela en produisant la confusion au niveau de l'opinion publique.

En 2009, après un sondage d'opinion qui indiquait que 50% des parents étaient favorables à la vaccination contre le HPV, une deuxième tentative de vaccination apparaît (avec consentement présumé, jusqu'à l'âge de 24 ans). « Le manque de stratégie, mais surtout de confiance nous fait avoir un bilan désastreux même après la deuxième tentative de vaccination des élèves... » (*stirileprotv.ro*, le 17 octobre 2012). Le Ministère de la Santé renonce à la vaccination gratuite contre le HPV (*ziare.com*, le 17 octobre 2012). Parallèlement, l'OMS annonçait que 47 pays avaient inclus la vaccination contre le HPV dans le programme national de vaccination (pas la Roumanie, bien que cela apparaisse dans les documents officiels). Le Ministère accuse la presse de l'échec de la campagne (diffusion de fausses informations sur le vaccin contre le HPV), et plus tard, les journalistes demandent : « lorsqu'une campagne d'information cohérente et à long terme ? ». Des médecins spécialistes (A. Streinu-Cercel, Al. Rafila, G. DumbravÄ) ont des discours publics sur la santé, mais ils sont également mentionnés : l'absence de la loi sur la vaccination, un brin de ressources humaines et matérielles »[45]. Le bilan de la vaccination contre le HPV est décevant : la population ne sollicite pas la vaccination, le Ministère retourne aux producteurs 100000 doses, émet périodiquement des ordonnances qui prévoyaient des campagnes d'information à

l'avance, les réussites qui signifient des stratégies de communication exceptionnelles de certains médecins (Iuliana BalteÈ-Urziceni, Gindrovel Dumitru- Sadova, Dolj)[46]. L'échec de la campagne trouve en partie son explication dans une recherche de l'UBB Cluj (C. CrÄciun, A. BÄban) : La population considère un éventuel effet indésirable du vaccin plus grave que le risque de cancer, dans le contexte du manque d'information, de la demande du consentement informé d'une procédure médicale, de l'impossibilité de répondre aux doutes des gens. Lorsque l'émotion devient information, la peur remplace la logique et la conspiration –la communication des autorités. Le courant d'opinion dominant oscillait entre une expérience de *big pharma* et une stratégie pour détruire la fertilité des femmes en Europe de l'Est[47]. L'échec de la campagne de vaccination contre le HPV est expliqué par le médecin Radu VlÄdÄreanu (le fondateur de la Société Roumaine contre le HPV) en n'impliquant pas le gouvernement dans le financement de quelque chose qui ne produit pas de résultats pendant le mandat du gouvernement, mais seulement après 10-15 ans[48].

À partir de février 2013, les pressions sur le Ministère commencent. L'Association Nationale des Patients fait un appel pour la relance de la campagne de vaccination, et quatre à cinq ans plus tard, quatre députés ont déposé des interpellations demandant des informations sur le nombre de sollicitations de vaccins des parents, les sommes allouées pour acheter les doses de vaccin, le moment du déclenchement de la campagne. La réponse du ministère compétent aux quatre députés est choquante : « Ces dernières années, la vaccination n'a pas été réalisée », les fonds « n'ont pas été suffisants », « le budget ne le permet pas », seront prises « des démarches pour rectifier le budget ». Les journalistes reçoivent (le juillet 2018) des informations hallucinantes : « depuis 2008, le Ministère de la Santé n'a acquis aucun type de vaccin contre le HPV », « chaque année, 6000 demandes ont été enregistrées par trimestre » ; « Le ministère de la Santé a dans l'intention d'acquérir le vaccin contre le HPV pour 2019, réaliser les démarches et relancer la campagne nationale »[49]. Parmi les pressions compte une lettre adressée au Gouvernement de la Roumanie, signée par sept ONG, mais conçue et rédigée par « Good Affairs » - firme de lobby et collaborateur du producteur de vaccins contre le HPV, « MDS ». Le problème des conflits d'intérêts signalé par la journaliste C. Laslo ressemble à ceci : une firme de lobby qui propose à un parlementaire l'initiation de l'acquisition du vaccin (25000 doses au prix de 600 lei chacune), qui « conseille » les trois autres parlementaires et qui dirige l'action des sept ONG à l'adresse du gouvernement, n'annonce pas (ce qui est contraire à l'éthique), dans le geste de « société civile active », la relation d'affaires qu'elle entretient avec le MSD. Tout aussi grave est le problème de la conscience des quatre parlementaires, en acceptant de représenter les intérêts d'un producteur de vaccins, puis de ne plus répondre aux appels de clarification de la journaliste[50].

Un sondage INSCOP annonçait, en mars 2019, la disponibilité des Roumains pour la vaccination, mais, en même temps, le manque d'information au niveau de la population, qui détermine la croyance de beaucoup dans les mythes et les conspirations plutôt que dans la science. Selon un sondage (*news.ro*, le 19 juillet 2019), les Européens manifestent une faible confiance dans les vaccins et seulement 50% les considèrent comme sûrs. Le Ministère de la Santé de notre pays avait lancé une campagne de promotion de la vaccination contre la grippe « L'enfance, le plus beau cadeau » (*news.ro*, le 15 janvier 2019), à ce moment-là, il y avait 55000 doses dans les directions de santé publique et les cabinets de médecins de famille (*news.ro*, le 17 janvier 2019). La ministre Sorina Pintea reconnaît (*news.ro*, le 20 mars 2019) l'augmentation de 50 du nombre de décès provoqués par la grippe (par rapport à l'année précédente), trois semaines seulement après que Facebook ait promis de censurer les postes contre la vaccination (*news.ro*, le 15 février 2019), respectivement, deux semaines après « Amazon a retiré 3 documentaires contre le vaccin de la plateforme Prime Vidéo à la demande d'un membre du Congrès ». Ce sera le tour d'Instagram de bloquer les hashtags qui diffusent de fausses informations (désinformation) liées à la vaccination (*news.ro*, le 10 mai 2019). Conformément à la normalité, le ministère roumain de la Santé « recevra de l'UE environ 22 millions de lei pour des mesures visant à augmenter le degré de vaccination » (*news.ro*, le 25 août 2019), et J.-C. Junker, le président de la Commission Européenne », dénonce, au premier sommet mondial UE-OMS sur la vaccination, ceux qui « jouent avec le feu », en refusant la vaccination (*news.ro*, le 12 septembre 2019).

Le 3 octobre 2019 (*digi24.ro*) c'est le point de départ d'une dispute concernant le vaccin contre la grippe, pas recommandé aux enfants de moins de 3 ans selon certains médecins. Le ministère de la Santé avait acheté 1,5 million de doses, mais le programme national d'immunisation gratuite comprenait aussi des enfants âgés de 6 mois à 3 ans, selon le médecin A. Marinescu (l'Institut « Matei BalÈ□ »), « le prospectus nous dit qu'il n'est pas recommandé pour les enfants de moins de 3 ans ». Il convient de mentionner, la presse roumaine a noté l'objectif du ministère d'augmenter le degré de vaccination (*mediafax.ro*, le 23 septembre 2019,*ms.ro*, le 23 septembre 2019) et les nouvelles du début de l'immunisation gratuite avec le vaccin contre la grippe (*libertatea.ro*, le 19 octobre 2019). Les deux années précédentes présentaient un « paysage » bigarré de la vaccination antigrippale. En avril (2018), le ministère constatait « la baisse spectaculaire de la couverture vaccinale qui est inférieure à la limite de 95% recommandée par l'OMS ». En octobre (la même année), l'Europe est préoccupée par l'augmentation du nombre d'épidémies en tandem avec des taux d'immunisation plus faibles (car la confiance du public dans les vaccins est faible). Chez nous, les premières doses de vaccin antigrippal sont distribuées dans les cabinets des médecins de famille au début du mois (*cronicaromana.net*, le 10 octobre 2019). La fin de l'année s'accompagne d'une étude selon laquelle 52% des Roumains sont pour la vaccination, mais 60% n'ont pas été vaccinés contre la grippe, la majorité en invoquant le manque

d'informations (*news.ro*, le 13 décembre 2018). La confirmation de 1750 cas au cours de la saison de grippe 2017-2018 en dit le tout ...En avril 2017, le ministre de la Santé de ce moment-là (le médecin Florian Bodog) promettait de définir un « plan d'acquisition pluriannuel pour les vaccins », tandis que le Premier ministre S. Grindeanu considérait « il y a plusieurs crises inadmissibles année après année en raison du manque de vaccins. La situation ne peut être tolérée » (*news.ro*, le 27 avril 2017). En mai, Grindeanu appelle à la création d'un « groupe opérationnel pour la crise des vaccins » (« Il n'est pas admissible aux enfants de mourir à cause de maladies qui peuvent être évitées »), le gouvernement dirigé par lui rend une décision pour le «département de suivre l'implémentation du Programme National de la Vaccination » et constitue le « Comité interministériel d'urgence sur les vaccins » et le ministère signe le contrat pour l'acquisition de 109000 doses de vaccin ROR (*news.ro*, le 12 mai 2017). Le mois de juin apporte de bonnes nouvelles : les parents sont invités à se rendre chez les médecins de famille, pas dans les pharmacies, parce que « les stocks de vaccins sont disponibles dans tout le pays » (*news.ro*, le 24 juin 2017) et les contrats pour 5 ans de vaccins sont conclus dans le schéma d'immunisation, avec l'assurance des quantités toute l'année. Au début du juillet, les gouverneurs découvrent que « nous avons 571 262 doses de vaccin », mais le nouveau Premier ministre (M. Tudose) demande au ministre de la santé « la semaine prochaine de trouver une manière par laquelle tous les Roumains comprennent que leurs enfants doivent être vaccinés »[51](*news.ro*, le 13 juillet 2017). Fl. Bodog se cramponne au « bateau de sauvetage », l'Institut « Cantacuzino », qui « peut produire des vaccins dans environ 3 ans »[52] (*news.ro*, le 11 août 2017). Un mois plus tard, le Premier ministre Tudose revient: «Chaque année, on joue dans le même film avec des manuels et des vaccins - la vente aux enchères commence lorsque la distribution est due. Pourquoi ? Pour le faire de toute urgence ... » (*news.ro*, le 21 septembre 2017). Changer la gouvernance du PSD avec celle du PNL (en 2019, automne) signifie également « la constitution d'un groupe de travail pour identifier les problèmes liés au Programme national de vaccination et à la campagne de vaccination gratuite contre la grippe (novembre 2019), après avoir pu lire un rapport de l'UE selon lequel il existe une réticence au vaccin et qui menace la santé publique dans toute l'Europe. Il a apprécié la sincérité du nouveau ministre de la Santé (le médecin V. Costache) : « Je ne crois rien de restrictif et d'imposé » (le 5 décembre 2019) - dans son refus concernant l'introduction de la vaccination obligatoire en Roumanie. Il sollicite (le 10 décembre 2019) aux médecins de famille de ne pas répéter les dysfonctionnements fréquents de l'approvisionnement et les syncopes lors de la campagne de vaccination contre la grippe[53].

Parallèlement aux politiques de santé en visant l'immunisation de la population en Roumanie, un mouvement de plus en plus fort contre la vaccination se développe. Ce n'est pas un phénomène singulier, l'Allemagne étant aussi le « théâtre » des conflits : le ministre fédéral de la santé soutient la vaccination obligatoire; les conservateurs s'y

opposent, en invoquant le manque d'informations sur les avantages de la vaccination; les experts de l'Institut « R. Koch » sont réservés; beaucoup de parents refusent la vaccination par crainte d'effets adverses; la disponibilité pour la vaccination se réduit par crainte de la technologie et de l'idéologie (*dw.com.ro*, le 30 mars 2019). L'article « Bau-bau-vaccination » signé par Vlad Mixich (journaliste et expert en politique de santé publique) venait de paraître, dans lequel il s'agit d'un paradoxe du présent : la médecine sauve des vies, mais beaucoup de gens croient aux histoires personnelles, en évitant les conseils et les données médicaux[54]. Et l'UNICEF venait d'être alarmée pour l'augmentation du nombre de cas de rougeole dans le monde (98 pays avaient annoncé en 2018 des maladies, bien que la rougeole ait été éradiquée ...). Mais des « théories » sur les vaccins qui « ne te protègent pas, te rendent malade » circulent depuis plusieurs années. Par exemple, Olivia Steer, ancienne modératrice TV désapprouve publiquement tout vaccin, au motif que le vaccin n'est qu'un mythe (*gandul.info*, le 29 octobre 2014), « Les vaccins sont exécrables » (*youtube.com*, le 17 mars 2018), la poliomyélite n'était qu'un rhume jusqu'à l'apparition du vaccin, la rougeole n'existe pas, le cancer peut être guéri sans traitement (*ziare.com*, le 06 mai2018). La vedette, mère de deux enfants, exige son droit (le 21 septembre 2016) de s'informer, d'avoir des opinions, des convictions, de s'exprimer librement. Elle publiera sur Facebook : « Après près de 5 ans de lutte difficile pour les vaccins grâce aux efforts communs de tous les ministres de la santé, des premiers ministres, des médecins ayant de vieux états de paiement chez les producteurs de médicaments, des blogueurs achetés pour 5 lei, les médias, pour 10 lei, ainsi que des trolls qui aiment une bière et des hachis de viande en forme de petit rouleau, le taux de vaccination contre la rougeole a atteint moins de 45% au niveau du pays ».

Les réactions au discours contre la vaccination viennent de personnes publiques avec une carte de visite sérieuse: le philosophe Mihai È□ora regrette son frère - perdu à 6 mois - à cause de la non-vaccination contre la grippe espagnole (le 22 septembre 2016); l'écrivain Mircea CÄ□rtÄ□rescu considère O. Steer comme une victime, « presque une martyre », pas digne de blâme, mais de la tristesse des autres, parce que « Le mal que son désir d'ouvrir nos yeux est réel » (le 22 septembre 2016); un blogueur l'accuse d'avoir tué 3 enfants et d'avoir contracté une maladie pour les 675 à la suite de sa campagne contre la vaccination (*b1tv.ro*); une autre vedette de la télévision (Dana Rogoz) l'ironise, en la caractérisant comme ayant des opinions, mais dans l'absence d'études de spécialité (*digi24.ro*, le 22 mars 2019); à l'occasion du « Gala des femmes qui donnent la santé » (2018), Steer reste sans le prix du « rôle actif dans la société », après que les compagnies ont retiré leur parrainage, en dissociation du discours public du militantisme anti-vaccination; le secrétaire d'Etat le médecin Raed Arafat l'accuse de manipulation et de désinformation « ce qui peut coûter des vies »[55] ;le médecin Mihai Craiu (l'Institut « Mère et enfant ») accepte la confrontation (*PRO TV*) avec Olivia Steer (l'occasion de relancer le débat sur l'utilité de la vaccination des enfants). On connaissait, dans l'espace public, des « raisons » de refuser la vaccination, telles que:

l'autisme comme effet secondaire, « Les pesticides dans les vaccins », « Le vaccin ROR contient des traces de fœtus avortés » …Lorsqu'on lui a demandé : « Pourquoi les Roumains croient-ils à la propagande contre le vaccin ? », Le médecin Craiu répond : « Ils n'osent pas demander, il leur est plus facile de rechercher sur Internet » (*digi24.ro*, le 22 mars 2019). Des positions allusives sont également notées. Par exemple, le médecin A. Streinu-Cercel: «Tous ceux qui sont contre la vaccination ont été vaccinés. J'observe que rien ne leur est arrivé » (*b1.ro*); ou l'affirmation d'un spécialiste de la microbiologie: « Les problèmes apparus en Roumanie après la vaccination sont dus à l'acquisition, à la qualité et à la pureté des vaccins, et non à cause du vaccin lui-même ».

Nous sommes dans ce que certains appellent « l'hystérie des vaccins »: 41% des Français pensent qu'ils ne sont pas sûrs (septembre 2016); le Collège des Médecins de notre pays demande à la Chambre des députés l'adoption rapide de la loi sur la vaccination sous une forme claire et avec des responsabilités assumées (*news.ro*, le 11 décembre 2017); dans des villes comme BraÈ□ov, Cluj, IaÈ□i, il y a des panneaux avec des messages contre la vaccination (« Elles sont un attentat contre la santé publique », prévient le médecin R. Arafat- *news.ro*, le 31 décembre 2017); le Ministère de la Santé dépose une plainte pénale contre ceux qui ont placé sur les pliants contre la vaccination les marques des institutions - OMS, UNICEF, ministère (les deux derniers mentionnés renforcent le message de la sécurité des vaccins, de l'efficacité, de la gratuité - *news.ro*, le 09 septembre 2018). À ce sens, le Collège des Médecins et la Société nationale des médecins de famille, se manifestent publiquement. Mihai Craiu (« le médecin qui a gagné Internet après le „ débat" avec Olivia Steer ») déclare qu'«… il y a des gens convaincus que ces complots mondiaux et locaux, provenus de décennies de manque de transparence dans la communication, de l'environnement médical et Pharma vers de tels les communicateurs de scénarios catastrophiques ont généré ce que nous avons maintenant »(*vice.com*, le 22 mars 2019). Et il trouve également la solution raisonnable : « Les experts doivent fournir des informations publiques, auxquelles les journalistes, les gens de la communication ont accès pour les faire connaître au niveau national. Et puis de tels miracles n'apparaissent plus ». Et encore : il est clair que la population réagit au message du type émotionnel ; il est également précis que les hypothèses de travail du Projet de la Loi sur la vaccination n'ont pas été bien expliquées et les gens l'ont perçu comme punitif plutôt que comme assumer la responsabilité de la vaccination (*vice.com*,le 22 mars 2019).

Dans toutes les « espèces » traitées dans cette étude, on observe une somme de « désavantages ». Dans le cas de la vaccination contre le HPV, de l'indifférence ou *parti pris* dans la zone gouvernementale, au manque de professionnalisme dans le management médical, au manque de l'éthique dans la communication des différentes institutions, à la prévalence des perceptions générées par les coutumes, les tabous, les croyances personnelles, etc. pour former l'opinion sur la santé publique. Concernant la vaccination contre la grippe, l'ambiguïté du mécanisme est visible : le producteur ne

recommande pas l'administration, mais le ministère la considère valable pour certaines catégories de patients âgés de 6 mois à 3 ans. Dans le même temps, la pluralité et la non-homogénéité des sources d'information favorisent les campagnes contre la vaccination, un conflit long et vif se déroulant dans l'espace public à partir duquel la population devrait apprendre la leçon d'une prise de décision responsable. On a pu remarquer la tendance des gens à croire aux mythes, aux scénarios, aux histoires personnelles des personnes publiques, en refusant ainsi les arguments plus scientifiques dans le domaine médical, indépendamment du niveau économique des pays, du degré de civilisation ou de la liberté de l'individu. D'autre part, la fermeté des politiques de santé, la responsabilité des gouvements et des leaders d'opinion dans les médias contribuent à des résultats supérieurs à ceux enregistrés en Europe de l'Est.

Bibliographie

BuzÄrnescu, Ètefan, *Sociologia opiniei publice (La sociologie de l'opinion publique)*, Édition Didactique et Pédagogique, BucureÈti, 1996

Bernays, Edward L, *Cristalizarea opiniei publice (La cristallisation de l'opinion publique)*, Édition Comunicare.ro, BucureÈti, 2003

Cathala, Henri-Pierre, *Epoca dezinformÄrii (L'Époque de la désinformation),*Édition Militaire, BucureÈti, 1991

LeBon, Gustave, *Psihologia mulÈimilor* (*Psychologie des foules*), Édition Anima, BucureÈti, 1990

Tarde, Gabriel, *Opinia Èi mulÈimea (L'opinion et la foule)*, Édition comunicare.ro, Buc., 2007

Teodorescu, Gheorghe, *Comunicare, opinii Èi sondaje (Communication, opinions, sondages)*, Édition de la Fondation Académique AXIS, IaÈi, 2015.

[1] Edward L. Bernays, *Cristalizarea opiniei publice (La cristallisation de l'opinion publique)*, Édition Comunicare.ro, BucureÈ□ti, 2003, p. 73.

[2] È□tefan BuzÄ□rnescu, *Sociologia opiniei publice (La sociologie de l'opinion publique)*, Édition Didactique et Pédagogique, BucureÈ□ti, 1996, p. 32.

[3] Sur les traces de J. Stoetzel, È□t. BuzÄ□rnescu considère que l'opinion publique est le reflet de la transformation de l'individu en conformisme, pour la simple raison que la société valorise les gens disciplinés, « bons » qui ne sont pas pressées de quitter *la spirale* bien connue *du silence* (E. Noëlle-Neumann).

[4] È□t. BuzÄ□rnescu*, op. cit.,* p. 41.

[5] *Ibidem*, p. 7.

[6] L'actualité est la « marque » du fait social « qui suscite un intérêt général, même s'il soit un plus vieux fait » - Gabriel Tarde, *Opinia È□i mulÈ□imea (L'opinion et la foule)*, Édition comunicare.ro, Buc., 2007, p. 22.

[7] *Ibidem*, p. 10.

[8] G. Tarde, *op. cit*., p. 22.

[9] È□t. BuzÄ□rnescu, *op. cit*., p. 21.

[10] *Ibidem*, p. 8.

[11] G. Tarde, *op. cit*., p. 66.

[12] Gustave Le Bon, *Psihologia mulÈ□imilor* (*Psychologie des foules*), Édition Anima, BucureÈ□ti, 1990, p.

14.

[13]
____ *Ibidem*, p. 15-17.

[14]
____ G. Tarde, *op. cit.*, p. 67.

[15]
____ *Ibidem.*

[16]
____ *Ibidem*, p. 65.

[17]
____ *Ibidem*, p. 29.

[18]
____ *Ibidem*, p. 32.

[19]
____ Gheorghe Teodorescu, *Comunicare, opinii È□i sondaje (Communication, opinions, sondages)*, Édition de la Fondation Académique AXIS, IaÈ□i, 2015, p. 109.

[20]
____ G. Tarde, *op. cit.*, pp. 44-45.

[21]
____ *Ibidem*, p. 59.

[22]
____ *Ibidem*, pp. 68-72.

[23]
____ *Ibidem*, p. 90.

[24]
____ Gh. Teodorescu, *op. cit.*, p.80.

[25]
____ *Ibidem*, p. 81.

[26] ____ È□t. BuzÄ□rnescu, *op. cit.*, p. 32.

[27] ____ *Ibidem,* p. 39.

[28] ____ *Ibidem*, p. 37.

[29] ____ *Ibidem*, p. 35.

[30] ____ E. Bernays, *op. cit.*, p. 79.

[31] ____ *Ibidem*, pp. 81-84.

[32] ____ Pierre Lacoste, « Préface » à *Epoca dezinformÄ□rii (L'Époque de la désinformation),* Henri – Pierre Cathala, Édition Militaire, BucureÈ□ti, 1991, p. 11.

[33] ____ H.-P.Cathala, *op. cit.*, pp.13-14.

[34] ____ *Ibidem*, p. 127.

[35] ____ *Ibidem*, pp.128-129.

[36] ____ È□t. BuzÄ□rnescu, *op. cit.*, p. 66.

[37] ____ La désinformation stratégique implique, après È□t. BuzÄ□rnescu, « toute modification délibérée des messages afin de cultiver un certain type de réactions, actions, attitudes des destinataires » (*op.cit.*, p. 53).

[38] ____ *Ibidem*.

[39] ____ *Ibidem*, p. 52.

[40]
____ *Ibidem*, pp. 22-24.

[41]
____ *Ibidem*, p. 22.

[42]
____ Le 6 novembre 2018, *Scene9* publiait l'article « Vaccin qui n'a pas percé » (par Cecilia Laslo), source de quelques informations que nous insérons dans la présente analyse.

[43]
____ En Roumanie, chez les femmes âgées de 15 à 44 ans, après un cancer du sein, le cancer du col de l'utérus est le plus fréquent (3 fois la moyenne de l'Europe); seulement 8% des femmes ont passé le test BabeÈ-Papanicolau.

[44]
____ En 2011, 95000 doses de vaccin ont été détruites ; les 330000 doses acquises avaient coûté 23 millions d'euros.

[45]
____ En 2018, le vaccin *Gardasil9* apparaît en Roumanie (contre les souches 16, 18, 6, 11), mais il est cher (625 lei la dose). L'Autriche pourrait annoncer (la première) l'éradication du cancer du col de l'utérus, alors que, chez nous, le risque de cancer cervical (du col de l'utérus) menace 8,5 millions de femmes.

[46]
____ La conviction pour la vaccination est venue après 11 séances avec les parents, à l'école ou après des dizaines de minutes d'explications pour chaque patiente, car « c'est un processus difficile » : tous les médecins de famille ne sont pas en mesure de parler sur la santé de la reproduction, les gynécologues n'ont pas du temps, et « Vous devez dire à l'homme honnêtement et dans la langue appropriée exactement ce qui se passe. Et l'homme comprend » - médecin I. BalteÈ.

[47]
____ Dans la perception du public, disent les auteurs de l'étude psychologique, l'infertilité surclasse le cancer, car elle signifie « la destruction de la féminité ». L'anthropologue C. Pop a fait des recherches similaires : le vaccin empêche la procréation et le devoir de donner naissance aux enfants fait partie des attentes au niveau social. Deuxièmement, en tant que « tentative de nettoyage des filles », le vaccin induit le danger d'utiliser la médecine d'État.

[48]
____ Malheureusement, ni SR HPV n'a eu de campagnes d'information, car il n'a pas le statut d'ONG et « je n'ai pas le temps et les nerfs, et Internet nécessaire de prier ... », comme R. VlÄdÄreanu a déclaré au journaliste C. Laslo à l'occasion du Congrès National du HPV, Sinaia, 2010.

[49]
____ Dans sa réponse, le ministère annonce un besoin de 50000 doses et la sollicitation (par rectification budgétaire) de 12000 doses (d'une valeur de 7 millions de lei).

[50] ____ Il est à noter que trois des quatre parlementaires ont encore des fonctions importantes (l'un est ministre, l'autre est chef d'une filiale de parti ...).

[51] ____ Les chiffres indiquaient, en juillet 2017, 260000 enfants non vaccinés en Roumanie, et le Premier ministre M. Tudose blâme le ministre de la Santé pour le manque de vaccins, ce qui a mené à la mort de plusieurs enfants.

[52] ____ Le 1er septembre 2017, la France annonce l'augmentation, à partir du 1er janvier 2018, du nombre de vaccins obligatoires pour les enfants de 3 à 11 ans.

[53] ____ Le 5 décembre 2019, V. Costache suggérait que le gouvernement précédent avait acquis 700000 doses de moins que les médecins de famille l'avaient estimé. Il y a un an, le gouvernement « montré du doigt » avait attribué la baisse de la vaccination aux parents, aux médecins et aux prêtres...

[54] ____ L'explication est étendue : „ Un reportage télévisé sur la tragédie de l'une des 59 familles dans lesquelles un enfant est mort de la rougeole aurait un effet bien plus grand qu'une centaine de chiffres et de statistiques présentés par des médecins, des gensde science ou des universités (...) Quand on a peur pour quelque chose, notre pensée critique devient très faible et, pratiquement, les faits, les chiffres ne comptent plus ",V. Mixich, « Bau-bau-vaccination », dans *Dilema veche (L'Ancienne Dilemme)*, le 12 mars 2019).

[55] ____ Le médecin R. Arafat caractérise comme « irresponsables » les affirmations contre la vaccination des enfants comme antidote à la rougeole : « Je vous prie de vous informer directement auprès de sources crédibles. Les enfants non vaccinés meurent, lorsque le remède existe et que nous ne l'administrons pas » (...) « ... le devoir d'un médecin est d'avertir et d'expliquer, et votre obligation est de vous informer correctement avant de prendre une décision qui coûtera la vie de votre enfant ».